



Onzième Année

**N° 113**

AVRIL 1936

# PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

**CAUCASE** } GÉORGIE  
AZERBAIDJAN  
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



Directeur: Georges Gvazawa

SOMMAIRE

---

X Occident et Orient ..... *N. Jordania* 

L'expansion japonaise ..... *Dr M. Yacoub*

Question Géorgienne ..... \*\*

L'Ukraine Soviétique ..... *G. Naumenko*

L'armée ukrainienne ..... *Gén. Udoviczenko*

Revue de la presse

CHRONIQUE

Azerbaïdjan

Ukraine

Géorgie

---

Direction et Administration :

**1, Square Léon-Guillot - PARIS (15<sup>e</sup>).**

---

# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale  
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

---

## Occident et Orient

L'Occident finit à la Pologne et à la Baltique. Au-delà, commence l'Orient qui s'étend jusqu'à l'Océan Pacifique.

Le premier, qui occupe relativement un tout petit territoire, compte 25 Etats indépendants, alors que le deuxième, avec une superficie plusieurs fois plus étendue que la première, n'en compte que deux : la Russie et la Chine.

A l'échelle orientale, tout l'Occident peut se placer dans le cadre d'un seul de ces Etats. Dans le lointain passé historique cette entité fut gouvernée tour à tour par Jules César, par Charlemagne, par le Saint Empire germanique et enfin par Napoléon. Mais cette domination fut toujours éphémère. L'Europe unifiée se disloquait toujours pour former divers Etats. La grande révolution française condamna définitivement le principe territorial de la violence et lui substitua le principe national du droit et de la libre disposition. La nation devint la base fondamentale de la naissance de l'Etat et la conception territoriale lui céda le pas. L'histoire s'engagea dans cette voie et procéda à la nationalisation de l'Occident. Par contre l'Orient se figea

dans son passé, se laissa devancer par l'Occident et resta sur ses principes territoriaux désuets. Deux grands événements vinrent ébranler ses positions, deux révolutions, l'une en Chine, l'autre peu après, en Russie. Il apparut alors que cet immense territoire renferme de multiples nations, des peuples de race, de culture et d'origine différentes, des peuples qui s'efforcent de se constituer un foyer national. Toutes les conditions pour l'établissement de ce foyer sur un plan européen se réalisent. Il semblait donc que l'Occident tendrait sa main à l'Orient pour lui venir en aide, du moment qu'il s'était engagé dans une nouvelle voie européenne.

Il n'en fut rien ! Il se produisit même un effet entièrement contraire ; l'Occident considère son édifice politico-national comme la plus grande conquête de l'humanité, comme le chaînon suprême du progrès, en dehors duquel il ne saurait se représenter sa vie. Pour le défendre, il est prêt à recourir à toutes sortes de mesures, voire même à la guerre, mais il oublie ce principe dès qu'il porte ses regards vers l'Orient, pour n'y voir que des territoires, que des frontières d'Etat à

l'exclusion des peuples qui l'habitent et qui se sont réveillés. Repousser ces peuples de la voie de l'Europe, conserver intacte l'ancienne prison des peuples, telle est la présente doctrine internationale qui a trouvé son expression dans la Société des Nations. Tout récemment, on y a accepté la Russie sans conditions et on lui a promis de défendre ses frontières, mais personne ne s'est soucié de s'enquérir où se trouve son inviolable frontière. En 1918, la ligne frontière passait à la limite des territoires à population russe, au-delà de laquelle s'étendaient d'autres républiques nationales, telles que l'Ukraine, le Caucase, etc. De nos jours cette ligne frontière se trouve en un point tout différent, privée en outre de tout caractère national. A l'intérieur de ces frontières ont été incluses, par la force, des nations, hier encore libres, et les moeurs d'Etat de l'ancienne despotie ont été rétablies. Genève ne voit pas les profonds changements qui se sont produits, la toise européenne ne convient pas à l'Orient, les mêmes principes ne sauraient lui être appliqués au même titre qu'aux autres. Et pourquoi cela ? Parce qu'un motif de très grande importance a été mis en avant, parce qu'un but non moins important a été envisagé. La défense de la paix, la négation de la guerre. Dans cette voie Genève cherche des alliés et de l'aide. Ce noble drapeau exige des mesures adéquates, des secours effectifs dont elle aura besoin au moment du danger. Ces éléments doivent être trouvés là où la situation intérieure s'est façonnée à l'européenne et qui trouve son expression dans la Société des Nations.

Quels espoirs peut-on fonder sur un pays dont une bonne moitié de la population est opposée au pouvoir existant, à l'hégémonie d'une nation, qui

s'efforce de détruire cet Etat pour élever sur ses ruines d'autres Etats nationaux ?

L'Occident ne comprend pas l'Orient. Peut-on construire autre chose qu'une politique de défaitisme sur cette inconsistante politique internationale ? Tels sont les résultats obtenus en Chine, tels seront les résultats qu'on obtiendra en Russie. Examinons séparément chacune de ces alternatives :

En 1921, les représentants de neuf Etats, réunis à Washington signèrent une convention en vertu de laquelle promesse était faite de défendre l'intégrité de la Chine. Le Japon viola cette convention et les signataires de la convention ne purent remplir leur promesse. Comment expliquer cette étonnante défaite de l'Occident en Orient ? Tout simplement du fait que l'Occident fit choix d'un appui fictif, inexistant. La Chine, tout comme la Russie, est un terme géographique sous le couvert duquel vivent des peuples différents d'origine et de situation. L'Empire du Milieu compte une dizaine de races, parlant une cinquantaine de langues ou de dialectes. \*) Ils furent unis sous un même toit étatiste que régissait la puissante main despotique du Fils du Ciel. Le trône s'effondra, la force qui unissait ce tout se brisa, les liens se détendirent et l'on vit alors paraître ce qu'on appelle le « chaos chinois », c'est-à-dire la résistance de ces différentes races, soumises une fois encore à l'autorité centrale. Nankin refusa de prendre cette circonstance en considération, ainsi qu'il sied à tout impérialisme dominant et toute son activité d'Etat n'a d'autre préoccupation que de rétablir l'ancienne administration centrale. La Mandchourie elle-même perdit son autonomie. C'est alors que

\*) V. M. Lachin. Japon 1934.

le Japon, tablant sur la faiblesse de Nankin, tira profit de la situation et poussa à la séparation des confins d'avec Nankin. Et voici comment il procéda : il renonça à la méthode employée à l'égard de la Corée, à la conquête ou à l'annexion pure et simple ; il créa un Etat national sous sa direction et protection. C'est ainsi que naquit le Mandchoukouo dont l'exemple devait être suivi par d'autres provinces frontalières à population non chinoise.

La non-compréhension par l'Occident du processus intérieur de l'Orient provoque des troubles et des guerres entre peuples. La position de l'Occident est considérée par Moscou comme avantageuse du fait de ses frontières communes avec le Japon et dont le territorialisme constitue la seule doctrine acceptable en laquelle réside le salut. La devise lancée par le Japon la touche et ébranle sa domination en Asie. Il est vrai qu'il fut un temps où le pouvoir soviétique criait plus que tout autre à l'auto-disposition et à la liberté des peuples, mais les peuples d'Asie ne le crurent point et ils virent un piège dans sa propagande. Ils purent suffisamment s'en rendre compte de leurs propres yeux ; partout où pénétrait Moscou s'installait l'esclavage au lieu de la liberté, un esclavage national, politique, économique. Le Japon tira parti de cette chute sans exemple du prestige des Soviets et se déclara le protecteur du mouvement national.

La conception très différente du problème oriental de ces deux Etats voisins a donné naissance à une foule de conflits et à un état latent de guerre. La Mandchourie a été créée ; c'est le tour à présent à la Mongolie, divisée en deux parties. L'une de ces parties est occupée par les Soviets, bien que

jusqu'à présent elle soit considérée comme territoire chinois. Cette violation manifeste des droits souverains de la Chine ne provoque point du reste la moindre protestation des participants à la conférence de Washington, pas plus que de ceux de la Société des Nations.

Les Mongols n'ont pas plus trouvé de défenseurs en Chine qu'en Europe. Aujourd'hui, le Japon fait appel à leur union ; et comme Moscou ne lâche point de ses mains sa proie, qu'il ne libère point la Mongolie conquise, l'on peut s'attendre à un imminent conflit entre Russes et Japonais.

Il est un fait que nous ne devons point oublier. Le Japon porte son attention sur la Mongolie, non pas évidemment pour les beaux yeux des Mongols, pas plus qu'au nom de la justice et du progrès, mais en raison de ses propres intérêts, ainsi que le proclament tous les Etats sans exception. Cependant, chacun d'eux s'efforce de conformer ses intérêts avec ceux de la population locale et cette dernière avec l'apport qu'on lui fait. Le Japon a su apporter aux peuples asservis, une lueur d'émancipation, l'unité nationale et une liberté relative. En échange, il demande des compensations économiques et les avantages que lui donne le protectorat. Pour ce qui est de la Russie, elle ne voit autre chose à proposer que des kolkhoz et la Tchéka. Faut-il s'étonner dès lors, que les Mongols préférèrent les Japonais qui leur assurent un premier pas vers une complète indépendance.

Le Turkestan chinois, voisin de la Mongolie, se trouve dans une situation analogue. Ce pays, tout comme la Mongolie, est partagé entre deux Etats voisins : entre la Russie et la Chine. Le réveil du Turkestan chinois qu'est venue renforcer la devise du Japon, met

en avant le problème de l'union de ses deux parties pour ne former qu'une seule unité nationale.

Ainsi, les efforts tentés par les régions frontalières chinoises à population non-chinoise, en vue d'obtenir l'indépendance, sont dirigés contre les Soviets et pour un rapprochement avec le Japon. Tandis que les premiers jouent un rôle conservateur pour défendre le *statu quo*, le dernier joue un rôle révolutionnaire afin de changer ce *statu quo* à son profit aussi bien qu'au profit de ses protégés. Là est le danger de guerre. La solution pacifique du problème pourrait être réalisée par la Société des Nations en supprimant les causes du conflit, en prenant en mains le problème mongol et en le résolvant à l'avantage des Mongols. Mais la Société des Nations ne prend pas en considération par rapport à l'Orient, le point de vue des nationalités ; elle ne voit que le territoire proprement dit, autour duquel s'élève un mur, se refusant à regarder ce qu'il y a à l'intérieur. Elle n'a même pas su poser la question si nette cependant de la Mongolie extérieure et elle n'a pas déclaré illégale, son occupation par les Soviets. Tant d'indifférence ne peut qu'être profitable à Moscou qui voit dans la position prise par l'Europe une justification à son impérialisme, une complicité dans le crime ainsi perpétré. Encouragée par une telle attitude, la Russie est prête à allumer l'incendie en Asie afin de fixer à tout jamais à ses possessions un pays étranger, un peuple étranger. C'est dans cette intention qu'elle a massé 250.000 hommes aux frontières de Mandchourie, qu'elle a construit des voies stratégiques, qu'elle a mis la Mongolie conquise en état de guerre et qu'elle s'est préparée sous tous les rapports en vue de « donner une leçon » au Japon. Ses préparatifs

militaires sont également poussés du côté du Turkestan chinois. Elle construit en toute hâte vers les frontières dudit Turkestan trois embranchements qui, partant du Turksib, aboutissent respectivement à Bayzan, Chouga et Douarken-Kouldou. C'est ainsi que contourant le Mandchoukouo, les troupes russes encerrent ce pays de trois côtés. Ce terrible incendie militaire doit éclater et l'Occident est appelé à y prendre part afin de porter ainsi secours aux Soviets et les aider à tenir sous leur étreinte des pays étrangers.

Maintenant, jetons un coup d'œil sur l'empire soviétique. Ici encore le problème des nationalités apparaît plus nettement. La révolution de février accordait la liberté aux nations asservies. La réaction bolcheviste reprit ce trésor et les rendit à leur ancien asservissement. Aux contradictions socialopolitiques s'ajoutent les divergences nationales, créant ainsi un mécontentement général. L'Occident et les divers pactes viennent s'immiscer dans ces affaires intérieures en liant tous ces peuples au régime existant, en consolidant les frontières actuelles. Ce brusque changement d'orientation de l'Europe libérale est provoqué par l'unique circonstance des armements de l'Allemagne et le danger qui en découle.

Effectivement, de nos jours, l'Allemagne est devenue une énigme, un sphinx. Nul ne sait ce qu'elle veut, où elle va, qui elle attaquera, dans quel courant elle s'endigera, de quoi elle se contentera. Autour de cette question évolue la diplomatie européenne, préconisant divers remèdes. Le ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, sir Hoare proposait dans son discours du 11 septembre dernier, à Genève, une recette qui retint l'attention générale : il s'agissait, non d'une répartition nouvelle des colonies, mais

des matières premières, ce à quoi le journal social-démocrate « Nouveau Vorwaerts » remarqua fort judicieusement que les matières premières existaient en quantité suffisante un peu partout et qu'il ne manquait qu'une chose : les moyens de les acquérir ; tel était le cas de l'Allemagne. En d'autres termes, la principale préoccupation de l'Allemagne consistait à acquérir des débouchés, des acheteurs grâce auxquels l'industrie deviendrait florissante. Cette nécessité précisément fut la cause de la grande guerre.

Le développement industriel d'avant-guerre de l'Allemagne donna naissance à ce mouvement de recherches de nouveaux débouchés. De là ce mot d'ordre contenu dans la formule « Drang nach Osten » (expansion vers l'Orient). Or, sur ce chemin s'étendent des territoires à population slave. La lutte entre le germanisme et le slavisme n'est pas nouvelle. Si, autrefois, cette lutte avait un caractère racial, de nos jours, elle a pris un caractère économique. Cette querelle ne concerne aucunement l'Europe occidentale, et lorsque cette dernière s'est malgré tout jetée dans la querelle il en est résulté la grande guerre mondiale, précipitée par le système d'alliances basé sur l'immixion inopportune de tiers dans des affaires qui n'étaient point les leurs. Toute cette « sécurité collective » imaginée de nos jours par M. Litvinov n'est autre qu'une répétition des anciennes combinaisons ayant pour but d'entraîner l'Europe entière dans la mêlée germano-russe et de la diviser en deux camps.

Un seul facteur, cette fois, a sensiblement changé : c'est la situation de la Russie. La rupture par la force du réveil national, l'asservissement des peuples allogènes ont créé l'atmosphère extrême-orientale. Celui qui aidera

ces prisonniers à recouvrer leur liberté sera leur ami et allié.

Telle est la situation, tout à fait objective, créée chez eux par les Soviets. Et si, effectivement, l'Allemagne pénètre dans cette atmosphère, ainsi qu'on le proclame, mais ce qui nous paraît douteux, sa victoire ou sa défaite dépendra du drapeau dont elle se servira. Nul ne sait en quoi consiste le plan russe de l'Allemagne, mais si elle a un plan ce ne peut être que l'un de ces deux : ou le renversement du bolchevisme et l'établissement à sa place d'un régime répondant à ses vues avec garantie de l'intégrité de l'empire, exception faite des territoires conquis, ou bien il s'agirait de prêter un appui aux peuples asservis de Russie leur permettant de constituer de nouveaux Etats nationaux. Dans le premier cas, le conflit germano-russe serait en tout pareil à un conflit entre deux Etats quelconques et dès lors les sanctions de la S.D.N. et les conditions des pactes joueront légalement. Dans le même temps les éléments de la population locale qui sont opposés au fascisme comme à l'asservissement des peuples se dresseront contre l'Allemagne. Il en sera tout autrement dans le second cas. L'entrée de l'Allemagne dans le pays des Soviets avec les drapeaux nationaux des peuples asservis et sans la question du régime créera pour elle une atmosphère favorable et provoquera un mouvement général de tous ces peuples. Disons à titre d'exemple qu'il suffira de déclarer l'Ukraine indépendante et sa reconnaissance comme alliée des troupes allemandes pour que les sanctions de Genève perdent leur caractère de légalité. Que si ce mouvement s'étend au-delà de l'Ukraine, en Russie-Blanche, au Caucase, au Kouban, au Turkestan, en Sibérie où des tendances autonomistes existent depuis

longtemps, la S.D.N. ne sera-t-elle pas obligée de renoncer aux sanctions et d'intervenir aux côtés de l'Allemagne afin de sauvegarder la liberté et de régulariser les relations entre les nations reconstituées pour le bien de ces nations et de l'Europe. C'est bien la seule issue qui s'offrira à la S.D.N. En voici du reste l'explication :

L'U.R.S.S. a été admise dans la Société des Nations; des pactes sont conclus avec cette Union Soviétique et non avec l'une des parties quelconques qui la constituent. Dès que se reconstitueront les républiques nationales indépendantes, la présente Union de l'Etat soviétique s'effritera inévitablement et avec lui la raison d'être des pactes. Tous les accords conclus avec ce partenaire seront, de fait, annulés, attendu que l'un des contractants et exécutants n'existe plus. Considérer comme garant de ces accords le pouvoir russe, c'est-à-dire l'une des unités de l'Union actuelle sera impossible, attendu qu'elle n'a fait aucune déclaration à la tribune internationale et qu'elle n'a conclu aucun accord avec personne. Par cela même disparaît le terrain sur lequel repose l'alliance franco-soviétique. Il est vrai que dans ce pacte, les frontières des Soviets ne sont pas indiquées, mais par contre elles ont été spécifiées dans la note de reconnaissance *de jure* adressée à Moscou par M. Edouard Herriot le 28 octobre 1924, et dans laquelle il est dit qu'elle reconnaît le pouvoir soviétique comme gouvernement « des territoires de l'ancien empire russe où ce pouvoir aura été accepté par la population », c'est-à-dire que la volonté de la population, la reconnaissance ou la non-reconnaissance du pouvoir soviétique par cette dernière doivent servir d'indice pour la démarcation des frontières de Moscou. Cependant nul n'ignore que Moscou n'a

instauré son pouvoir parmi des peuples non-russes que par la violence, la guerre et le sang de 1919 à 1921. Il suffit de rappeler entre tous, l'exemple de la Géorgie. Conséquemment, les engagements pris par la France en ce qui concerne la défense des Soviets s'étendent, juridiquement sur le seul territoire où ce pouvoir se maintiendra au moment du rétablissement des républiques nationales, si seulement ce pouvoir peut encore se maintenir, ce qui est fort douteux.

Ainsi l'Occident perd encore du terrain dans ce domaine, tant au point de vue juridique qu'au point de vue des faits ; il sera donc obligé soit de jouer le rôle de simple observateur, soit comme arbitre.

La révolution nationale, comme toute révolution dans un pays en état de guerre mettra fin à cette guerre et ouvrira la voie à la S. D. N. pour la réalisation de sa doctrine fondamentale et se déclarera partisan et défenseur des peuples désireux de disposer de leur sort.

Ainsi qu'on peut le voir, le statut des sanctions de la S.D.N., le système des pactes ne répondent point à la réalité de l'Union Soviétique. Si, effectivement, une guerre éclate dans ce pays, ce n'est pas Genève qui sera en mesure de l'arrêter, mais une révolution à l'intérieur au secours de laquelle doit venir Genève, c'est-à-dire qu'elle devra appliquer des sanctions au profit des nations qui se reconstitueront afin de leur éviter, après s'être libérées d'un joug, de ne pas retomber sous un autre.

Il est clair que vouloir compter sur l'Union Soviétique au moment d'un conflit international équivaldrait à construire sur du sable. Du fait de sa structure intérieure et des rapports qui y existent, la dite Union n'offre point cette force capable en cas de besoin de



venir en aide à quelqu'un. Mais la S.D.N. a une voie plus sûre ; elle a charge immédiate d'éviter la guerre, non point en recourant à une pactomanie outrée, mais par le simple effet de supprimer les causes mêmes de la guerre. Son statut dit : « la paix par le droit », « créer des relations entre nations sur les bases de la justice et de l'honnêteté ». La déclaration du président Wilson du 22 janvier 1917 porte : « Aucune nation ne cherche à inclure dans son organisme politique une nation quelconque ou tout autre peuple ; chaque peuple décide librement de son propre régime politique ». De là découle l'unique politique internationale, effectivement pacifique et humaine qui consiste à mettre sur un pied d'égalité toutes les nations, tous les Etats, à créer pour tous les conditions de vie et de développement, à assurer l'auto-disposition des peuples.

Cette voie, hélas, est de nos jours oubliée. Au premier plan, nous trouvons non pas le droit, mais la force. Alliances, canons, menaces, sont de nos jours les attributs de la S. D. N. L'humanité ne peut plus désormais s'appuyer sur des conquêtes.

Les nations asservies n'ont rien de commun avec ces nouveaux courants politiques ; elles luttent précisément contre la violence, pour la liberté. Si l'Europe ne veut point aider à l'euro-péanisation de l'Orient, qu'elle s'abstienne au moins de se mêler de ses affaires en prêtant son appui à ses ennemis. Aucune force n'est en état d'arrêter l'exécution du verdict historique ; ce qui doit arriver se réalisera qu'on le veuille ou non.

N. JORDANIA.

anc. Président de la République  
de Géorgie.

---

## L'Expansion Japonaise

La guerre mondiale qui s'est terminée en 1918 par la défaite du bloc des Empires centraux, a créé en Europe, toute une série de situations nouvelles dont le résultat se fait gravement sentir de nos jours, 18 ans après cette guerre. En effet, si au lendemain de cette terrible guerre, une période d'incroyable prospérité de l'industrie et du commerce, résultat de la pénurie de toute une série de produits et d'objets se manifesta, dix ans après, en 1928, l'on put constater une surproduction inquiétante de ces objets et produits et dès lors commença une période de

crise qui se prolonge jusqu'à présent. Si à la crise économique l'on ajoute la crise politique actuelle, résultat immédiat de la guerre, l'on comprendra le chaos et la situation anormale qui se sont créés dans les affaires d'Europe. Si quelques puissances européennes surent conserver leur position et tirer parti de la victoire, d'autres par contre, se trouvèrent dans une situation des plus difficiles. Sans parler de l'Allemagne, privée de ses colonies et de ses marchés, isolée avec ses 70 millions d'âmes, avec une population sans cesse en croissance, une industrie considéra-

ble à laquelle il manque des débouchés, il en est une autre, l'Italie dont la situation est à peu près analogue. Bien que faisant partie des nations victorieuses, l'Italie n'a pas su profiter des avantages territoriaux qui lui revenaient de droit. Et c'est ainsi que le mécontentement et les aspirations de certaines de ces puissances, désireuses de créer de nouvelles conditions en Europe en revisant le traité de Versailles, l'opposition d'autres puissances à cette révision ont créé une situation chaotique en Europe avec tout un ensemble de nouvelles combinaisons politiques. Des traités ont été incessamment conclus, l'orientation politique n'a cessé de subir de profonds changements, des rapprochements se sont opérés et puis des discussions, des divergences. En un mot, l'Europe s'est trouvée et se trouve encore sous la menace d'un conflit. Le résultat de cette inextricable situation est patent : c'est la campagne d'Abyssinie.

Mécontente de la situation qui lui était faite et s'étant rendu compte de l'inefficacité de pourparlers pour l'attribution de nouvelles colonies dont elle sentait la nécessité, l'Italie résolut, en dépit de l'opposition de l'Angleterre et de la Société des Nations, de se lancer dans une guerre et de s'emparer de l'Abyssinie. Cet événement n'a fait qu'*aggraver davantage la situation chaotique de la politique européenne.*

Et tandis que les puissances européennes se débattent dans la complexité des affaires d'Europe, en Orient, en Asie, une situation nouvelle, passée presque inaperçue en Europe, s'est créée. Cette nouvelle situation est le résultat du *renforcement* gigantesque aussi bien politique que matériel du Japon, renforcement qui exige impérieusement un mouvement d'expansion.

## LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE.

Nul n'ignore que le machinisme au Japon se développe avec intensité, qu'il a non seulement atteint celui de ses maîtres européens, mais qu'il l'a même dépassé. Il serait intéressant de suivre la révolution produite par le machinisme dans la vie économique du pays du Soleil Levant. Malheureusement, nous devons nous en tenir à un court aperçu de la situation, sous peine de nous éloigner du thème principal de notre exposé.

Le Japon est constitué par toute une série d'îles offrant des possibilités très limitées de développement agricole. Ce pays manque de richesses minières, en particulier de charbon, de naphte, de fer; c'est pourquoi le Japon est très peu favorisé pour un développement industriel.

Par contre, la position insulaire du Japon lui a facilité le développement de ses communications maritimes et a contribué à l'introduction du mercantilisme depuis déjà longtemps. L'on ne doit pas oublier non plus que la famille japonaise est nombreuse, que la densité de sa population est des plus considérables du continent asiatique, dépassant même la densité de la population chinoise.

Si l'on s'en rapporte aux statistiques officielles, la population du Japon serait actuellement de 70 millions d'âmes. Dans le même temps, la terre cultivable n'excède pas 16 millions d'acres, soit 20% de surface cultivable en moins qu'en Belgique où la population est 10 fois moindre qu'au Japon; or, la densité de la population au Japon est de 135 à 136 âmes par kil. carré, dépassant sensiblement celle de l'Allemagne, de la Hongrie, de l'Italie.

Le Japon ne possédant point de fer

et n'ayant qu'une infime réserve de charbon et de naphte peut difficilement créer dans le pays, par ses propres moyens, une puissante industrie, susceptible de procurer dans ses usines et fabriques, du travail à des millions de bras et une maigre nourriture.

La natalité croissante de la population donnait un excédent de bras aux artisans, aux corporations de métiers et plus tard, à mesure du développement de la technique, aux usines et aux fabriques. La croissance intensive de la natalité, l'insuffisance de terres étaient un *incessant* stimulant de la production d'objets fabriqués. Les travailleurs japonais acquièrent la réputation d'être les plus disciplinés, les plus résistants et d'entre tous ceux qui pouvaient se contenter d'un minimum de besoins. L'on sait que l'ouvrier japonais travaille 12 heures par jour et qu'il se nourrit d'une poignée de riz et d'un morceau de poisson sec; l'on peut, par cela même, juger du bon marché de la main d'oeuvre, ce qui permet aux produits japonais d'affronter avec succès les marchés internationaux.

Il est d'usage en ce moment de faire un rapprochement entre la misérable rétribution de l'ouvrier japonais, et la prospérité de l'exportation japonaise. Effectivement, c'est jeu d'enfant d'écouler la marchandise, lorsque le salaire de l'ouvrier est de 2 francs pour une journée de 12 heures de travail; il est alors facile de vendre des vélocipèdes, par exemple, à raison de 50 francs sur les marchés les plus éloignés. Ajoutons à cela la facilité avec laquelle les Japonais s'accommodent des conditions actuelles du travail industriel.

Les conditions politiques n'ont pas manqué de jouer dans cette question un rôle très important. Deux victoires

remportées, l'une sur la Chine en 1894, et l'autre sur la Russie en 1905 donnèrent au Japon une place de premier plan et développèrent en lui un sentiment de sa propre force et la foi en de futurs succès; elles lui servirent aussi d'encouragement dans ses audacieux rêves ultérieurs de grande envergure.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le Japon acquit par lui-même une base pour son développement psychologique, politique et démographique dont on retrouve l'empreinte sur la marche de sa vie économique.

Le Japon est à la mode aujourd'hui, personne ne saurait en disconvenir. L'économie japonaise est sortie de ses anciennes limites intérieures, et sa situation strictement nationale est devenue mondiale. Le Japon envoie de nos jours ses agents, marchands et commis-voyageurs, dans toutes les parties du monde. Sa politique industrielle poussée en ce moment jusqu'à un niveau mondial, commence de plus en plus à occuper la place des autres et à faire sentir son influence sur le marché mondial. Sous la pression de ces facteurs, le centre de son activité ne cesse d'augmenter, le nombre de fabriques s'accroît également, et l'exportation de ses marchandises s'intensifie avec une rapidité extraordinaire. Le monde entier reste stupéfait en présence d'une telle énergie, d'une telle activité, d'un développement si rapide et d'une semblable utilisation des forces créatrices de ce peuple.

Cependant, les Japonais ne sont nullement enivrés de leur succès. Leurs hommes d'affaires, tout comme leurs militaires ne sont pas atteints de mégalomanie ainsi qu'on peut le remarquer chez la plupart des peuples d'Europe, tandis que l'esprit d'initiative de ce pays incite ce dernier à d'incessan-

tes tentatives de développement de la technique.

En présence de cette situation, l'on comprend que soit soulevée la question de posséder les sources mêmes de matières premières et de combustible pour les besoins de l'industrie en plein développement ainsi que la question du marché libre pour les marchandises, en vue de leur écoulement.

Nous avons dit précédemment que l'ouvrier japonais gagne très peu et que ses nécessités se réduisent à un minimum. L'on peut en dire autant des exploitants agricoles japonais dont les conditions d'existence, si étrange que cela paraisse, diminuent. Ainsi, il est indispensable d'écouler la marchandise à l'étranger, de l'exporter en grande quantité, attendu que contrairement à ce que l'on croit, les bas prix japonais sont moins le fait d'une main d'oeuvre excessivement bon marché que du fonctionnement des fabriques japonaises *avec une production sur une échelle massive, telle que l'exigent les marchés massifs.*

Le matérialisme économique a ses avantages et ses risques aussi, et, dans ce domaine, le Japon ne fait pas exception. Tous se sont trouvés rivés à un but : de la marche ou de l'arrêt de cet unique levier dépend le sort de tous les ouvriers, des magnats de l'industrie, du commerce maritime, des affaires militaires et des fonctionnaires. Ces faits jettent une certaine lumière sur l'économie politique japonaise. *Elle n'est plus libre.* Le machinisme l'entraîne dans un cercle vicieux, qui, en Occident, a déchaîné la crise. La menace d'une crise japonaise marche sur les traces de la crise américaine. Il est vrai aussi que l'impérialisme économique japonais copie les *méthodes expansionnistes de l'important machinisme anglo-saxon.*

Le professeur japonais Nogoï a dit : « Le Japon doit s'élargir ou mourir. Le Japon ne peut plus exister dans le cadre par trop étroit de ses îles. Le Japon étouffe par suite du manque de terres ».

C'est pourquoi le Japon a dû chercher une issue, et cela d'autant plus que son machinisme croissant le poussait à prendre au plus tôt la place qui lui revient sur les marchés mondiaux, aux côtés de l'Amérique et de la vieille Angleterre. Or, ces deux pays ont derrière eux *leurs traditions d'industrialisme et leurs marchés bien établis.* Sur ces marchés, les exportations japonaises battent les intérêts américains, aussi bien que ceux de l'Angleterre et des autres Etats capitalistes. La croissance des exportations des marchandises japonaises inquiète les Chambres de Commerce de ces pays qui songent déjà à faire pression sur leurs gouvernements. Le Japon n'opère point des miracles pour faire mieux, en plus grande quantité, meilleur marché. Partout où il y a quelque possibilité l'homme est remplacé par la machine. Mais il y a plus : le Japon accorde toutes sortes d'avantages aux compagnies de transport qui consentent à transporter les marchandises aux pris les plus bas et cela, afin de faire plus facilement concurrence à leurs rivaux, européens et américains. Le Japon a recours aux cartels, aux trusts, aux dumpings dans le seul but de ruiner les branches industrielles analogues de l'industrie étrangère. Nous sommes bien en présence d'une guerre, mais *d'une guerre sans que le sang soit versé.* C'est bien cependant une guerre dont le but consiste à détruire la production étrangère et à s'emparer des marchés d'autrui. Le Japon se heurte à l'Angleterre sur les marchés de l'Australie et de l'Inde, du



littoral de la mer Rouge, en Italie, en Indo-Chine, en France, dans les pays de l'Amérique du Sud et aux Etats-Unis.

Les déclarations de Monsieur Nakaya sont sans équivoque : « La lutte économique anglo-japonaise, écrit-il, à juste titre, a déjà commencé dans l'Océan Indien. Il ne faut pas se contenter de la vue superficielle d'après laquelle cette lutte ne concernerait que les industriels et les commerçants... La lutte économique anglo-japonaise est une lutte de peuple à peuple... Si la crise 1935-36 ne dépendait que des relations nippo - soviétiques ou nippo - américaines, si celles-ci ne concernaient que les frontières russo-mandchoues et les îles sous mandat, les moyens diplomatiques suffiraient peut-être à l'adoucir ou même à l'éviter. Mais la crise qui menace sur les frontières économiques anglo-japonaises, frontières qui s'établissent sur les vagues de l'Océan Indien, ne peut être surmontée par les négociations des bureaux ou par les moyens diplomatiques habituels... ».

Des pays classiques tels que l'Angleterre et l'Amérique où jusqu'à présent régnaient les traditions de liberté de commerce commencent à présent à s'inquiéter en présence du danger japonais, aussi songent-ils déjà à prendre des mesures de défense en faveur de leur économie nationale et pour empêcher l'invasion de leurs colonies par les marchandises japonaises.

Pour ce qui est de l'Europe, il convient de signaler que le coefficient de la vie ne cesse de s'accroître du fait même de la marche du progrès. La surproduction en Europe et en Amérique est un fait, mais un fait et une baisse de la consommation avec une croissance du danger, menaçant de saper l'équilibre indispensable. Sir Wal-

ter Runciman, ministre du Commerce et de l'Industrie en Angleterre, déclarait encore l'an dernier à la Chambre des Communes qu'il avait décidé de contingenter immédiatement les importations japonaises dans les colonies britanniques. Par ailleurs, ce même Sir Walter Runciman avait déclaré ce qui suit : « Le Gouvernement britannique ne peut s'accomoder de négociations aussi vaines qu'interminables, tandis que les Japonais trouvent très naturel d'envahir chaque jour davantage nos marchés ».

On propose aux Dominions britanniques de suivre l'exemple de la métropole. Mais en réalité, les importations japonaises en 1935 ont encore augmenté de 20% par rapport à l'année 1934.

De son côté, le Japon doit chercher un débouché qu'il est tenu de défendre et c'est pourquoi il doit *rester constamment sous les armes*. Le représentant commercial japonais doit être sous la protection incessante d'une garde militaire, ce qui évidemment est coûteux. Cet argent ne peut être obtenu qu'en prélevant un pourcentage sur les sommes reçues des importations, le pays lui-même étant assez pauvre. *L'impérialisme économique et politique forment un tout*.

Nous avons dit précédemment, que le Japon se heurte à l'Amérique et à l'Angleterre en particulier. C'est pourquoi, craignant de voir se créer de nouvelles barrières douanières pour sa production, l'Angleterre vient de lancer un bill gouvernemental destiné à « préserver son commerce extérieur ». Ce bill laisse la porte ouverte aux mesures repressives. Il convient de signaler que le conflit sur le terrain des rapports commerciaux ne serait pas avantageux pour l'une ou l'autre des parties. L'Angleterre n'est pas sûre que ses Dominions la suivent dans sa poli-

tique métropolitaine, et quant à l'Amérique, l'on a pu constater combien elle a faiblement réagi contre le Japon lorsqu'il a été question d'appliquer la doctrine de Monroé aux affaires d'Extrême-Orient.

Prenant en considération les difficultés énoncées, le Japon s'est vu astreint à la nécessité de *jeter les bases de sa nouvelle politique extérieure* en s'orientant vers la recherche de terres libres pour y déverser le trop plein de sa population. Cette situation l'a amené à chercher également des débouchés moins dangereux pour l'écoulement de ses produits. Si l'on prend l'Asie en y comprenant la Russie l'on obtient comme population le chiffre de un milliard 150 millions d'âmes, ce qui constitue les deux tiers de la population du globe. Or, dans cette Asie, la partie la mieux organisée, tant au point de vue politique qu'économique est actuellement ce même Japon.

Quant à l'autre partie de l'Asie qui au point de vue du nombre est quatre fois plus peuplée que l'Europe, elle est relativement moins bien *organisée* et présente, à ce titre, un très grand intérêt pour le Japon.

La question touchant aux moyens propres à satisfaire les besoins de la consommation et autres de cette imposante masse constitue un problème

économique d'importance. Le Japon conçoit parfaitement qu'il lui appartient d'élever le niveau en matière de consommation de cette énorme masse de population qui, actuellement, se trouve dans des conditions très défavorables. Et tout cela, afin de faire plus rapidement tourner les roues des machines dans les usines, grâce aux nouvelles inventions et à l'acquisition de nouveaux débouchés.

Si de nos jours le Japon s'efforce de dépasser les autres pays d'Asie et de se présenter comme principal concessionnaire pour l'exploitation des richesses encore inexploitées de ces régions, assuré qu'il est d'un matériel humain abondant, *c'est qu'il a des raisons suffisantes pour agir et pour faire triompher sa logique.*

Une semblable pénétration en Asie est d'un grand intérêt pour le Japon tant au point de vue *économique* que *politique*. Et l'on conçoit que l'élite libérale japonaise se rende compte de cette chaîne indissoluble et qu'elle songe non sans quelque tristesse au rôle qu'elle serait appelée à jouer dans pareil mouvement, prenant en considération ses facultés de travail, ses qualités méthodiques et organisatrices.

Dr. Mir YACOUB. 1-

(à suivre).

# La question Géorgienne

*L'Association Géorgienne vient d'adresser au secrétariat de l'Union internationale pour la S.D.N. la lettre qu'on va lire et qui emprunte aux circonstances une importance particulière.*

A LA XX<sup>e</sup> ASSEMBLEE DE L'UNION INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS POUR LA S. D. N.

(Glasgow, 1-5 Juin 1936.)

L'entrée de la Russie Soviétique dans la S. D. N. a été saluée par la plupart des Etats membres de la Société comme un événement important devant marquer un revirement décisif dans l'orientation de la politique générale de l'Union Soviétique. M. Litvinov, Commissaire du peuple aux Affaires Etrangères, n'a jamais manqué, dans les paroles qu'il a prononcées à différentes occasions, de souligner l'esprit pacifique de l'Union Soviétique, ainsi que son désir d'observer scrupuleusement ses engagements internationaux et de se conformer aux règles du droit international dans ses relations avec d'autres peuples.

L'Association Géorgienne est d'avis que cette disposition d'esprit de l'Union Soviétique ouvre largement la voie au règlement pacifique du problème géorgien, problème, en somme, si simple et si clair, tant au point de vue juridique qu'économique et politique.

## ASPECT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

Nous n'avons pas beaucoup à disserter sur ce côté du problème. Il est tiré au clair par l'attitude même du Gouvernement de Moscou, au sujet des événements qui se déroulent actuelle-

ment en Extrême-Orient et en Afrique Orientale. On sait que deux grandes Puissances sont, à tort ou à raison, accusées d'avoir attenté, l'une : à l'intégrité territoriale de la Chine, l'autre : à l'indépendance politique de l'Ethiopie. La position du Gouvernement de Moscou est aussi claire qu'intransigeante : il dénonce l'emploi de la force pour le règlement des différends internationaux et rejette comme nuls et inacceptables les arguments dont se servent les Puissances accusées pour justifier leurs actes.

C'est cette attitude de Moscou qui projette une lumière crue sur le côté politique du problème géorgien. On connaît les thèses justificatives de l'Italie et du Japon : ce sont la nécessité d'expansion, la sécurité des frontières et l'intérêt supérieur de la civilisation. Or — il faut rendre justice à la Russie Soviétique — elle n'a jamais dit que l'invasion de la Géorgie et l'occupation de son territoire par l'armée russe avaient été accomplies sous la pression de la nécessité d'expansion, ni pour la sécurité des frontières russes, encore moins dans l'intérêt supérieur de la civilisation. En effet :

La Russie Soviétique occupe une superficie de 17 millions de kilomètres carrés, dont la densité moyenne de la population ne dépasse pas 10 habitants par Km<sup>2</sup> ; la superficie de la Géorgie n'atteint même pas 80.000 Km<sup>2</sup> et la densité moyenne de sa population dépasse 37 habitants par Km<sup>2</sup>. Il est évident que ce n'est pas la nécessité d'expansion qui a poussé la Russie aux actes de violence que l'on connaît.

La sécurité des frontières russes ne joue aucun rôle dans la querelle russo-géorgienne. La Géorgie n'a jamais menacé les frontières russes et il est évident qu'elle ne peut matériellement présenter un danger pour la sécurité de ses frontières.

Reste la question de la civilisation. Question délicate. Bornons-nous à souligner, une fois de plus, que la Russie Soviétique n'a jamais voulu se faire prévaloir par sa mission civilisatrice.

Alors, si la Russie rejette avec mépris tous ces arguments, si elle les déclare nuls, inacceptables et incompatibles avec la dignité d'une grande puissance, on ne voit pas la moindre raison de nature à justifier l'occupation du territoire géorgien par l'armée russe.

Certes, la Géorgie est un pays riche : manganèse, pétrole, fruits, thé, tabac, soie, et tant d'autres matières premières qu'elle produit, ne sont pas négligeables. Mais ce sont là des questions d'ordre économique, — d'ailleurs réglées par un accord de transit et de commerce, dûment conclu le 14 novembre 1920 avec la Russie, — qui se prêtent facilement à des solutions amiables. Elles ne sont pas de nature à perpétuer une situation qui ne fait honneur à personne, ni à créer des obstacles insurmontables au rapprochement cordial et confiant de deux pays sur la base du droit et de la justice internationale.

#### ASPECT JURIDIQUE

Le statut international de la Géorgie est inattaquable au point de vue juridique. Il est consacré par un traité dûment conclu le 7 mai 1920 avec la Russie Soviétique et par un accord international intervenu le 27 janvier 1921.

Voici l'article I de ce traité :

« La Russie reconnaît sans réserve  
« l'indépendance et la souveraineté de  
« l'Etat Géorgien et renonce de plein  
« gré à tous les droits souverains qui  
« appartenaient à la Russie, à l'égard  
« du peuple et du territoire géor-  
« giens. »

L'article II est non moins catégorique :

« La Russie renonce à toute inter-  
« vention dans les affaires intérieures  
« de la Géorgie. »

Ce traité a été suivi d'un accord international : le 27 janvier 1921, l'Angleterre, la France, l'Italie, la Belgique et le Japon, réunis en Conseil Suprême, reconnurent *de jure* la souveraineté de l'Etat Géorgien. C'est donc une reconnaissance *collective*, prise en commun, après un échange de vues et un examen minutieux de la question. Elle a donc toute la portée d'un accord international.

Le même statut international de la Géorgie a été reconnu par l'Allemagne, la Pologne, la Roumanie, la Turquie et un grand nombre d'autres Etats d'Europe et d'Amérique.

D'autre part, la S. D. N. eut, deux fois, l'occasion d'exprimer sa volonté au sujet du conflit russo-géorgien. La résolution du 22 septembre 1922 est ainsi conçue :

« L'Assemblée de la S.D.N., émue  
« de la situation malheureuse dans  
« laquelle se trouve actuellement la  
« Géorgie, envahie et occupée contre  
« le gré des habitants, invite le Con-  
« seil à suivre avec attention les évé-  
« nements dans cette partie du mon-  
« de, de manière à saisir les occa-  
« sions qui pourraient se présenter  
« d'aider au retour de ce pays à une  
« situation normale. »

Cette résolution a été renouvelée et confirmée par une autre prise le

l'initiative de porter le problème géorgien devant la S.D.N. et à prêter au Conseil le concours de leur influence pacificatrice pour mettre fin à l'occupation actuelle du territoire géor-

gien par l'armée russe et rétablir la souveraineté nationale de la Géorgie.

*L'Association Géorgienne  
pour la S.D.N.*

## L'Ukraine Soviétique <sup>1)</sup>

En commençant, vers 1860, la publication de son journal *Le Kievien*, M. Vitaly Choulguine, publiciste russe bien connu par sa haine farouche de tout ce qui est ukrainien, a proclamé hautement que : « La région du Sud-Ouest est russe, russe, russe ! » Qu'est-ce qui a pu déterminer ce cri d'alarme, on pourrait presque dire hystérique, chez l'un des pères spirituels des futures « centurries noires » (réactionnaires extrémistes) de Kiev ? Une telle véhémence aurait été parfaitement sans objet, si cette affirmation s'appliquait par exemple à Moscou ou à Samara, par contre elle était parfaitement explicable dans un pays qui n'était pas devenu russe malgré tous les efforts déployés dans ce sens par les Russes et malgré plus de deux cents ans de vie commune dans les cadres d'un même Etat. Ni la lourde botte de Pierre I<sup>er</sup>, ni la politique unificatrice de Catherine II, « tsarine éclairée », ni le régime soldatesque de Nicolas I<sup>er</sup> n'ont pu faire perdre à l'Ukraine son particularisme.

L'oeil vigilant des ennemis de l'Ukraine ne le perdait pas de vue, ce qui explique le nombre impressionnant de circulaires, de décrets et d'ukazes

inspirés par la même devise : « Il n'y a pas, il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais d'Ukrainiens ! » Tous ces efforts n'ont pu empêcher le réveil ukrainien de 1917, donnant lieu à une nouvelle et longue lutte, cette fois avec le tsarisme rouge, jusqu'à ce que l'Ukraine ait eu le dessous contre l'ennemi perfide et qui ne se gêne pas dans le choix de ses moyens. Dès ce moment, et jusqu'à ce jour, nous sommes témoins de la politique conséquente des potentats actuels du Kremlin et qui tend vers l'unification de l'Ukraine avec la Moscovie. L'évolution des modalités réglant les rapports entre les Etats formant l'U.R.S.S. a pour conséquence l'abolition progressive de toute trace de l'indépendance ukrainienne.

Au début, l'Ukraine soviétique ne faisait pas partie de la Russie soviétique et faisait même figure, sur le plan international, de son égale, en concluant des pactes et des traités, par exemple celui de Riga. A ce moment, l'Ukraine était une république soviétique indépendante, mais en 1922 elle a abdiqué sa souveraineté au profit de la commune « patrie prolétarienne » — l'Union soviétique — en gardant toutefois, suivant la constitution de l'Union, le droit théorique de s'en détacher. Naturellement cette possibilité est plus que problématique, surtout si nous considérons que toute l'ad-

(\*) Cet article a paru pour la première fois en polonais dans la revue « Wschod-Orient », No 3 (1935).

ministration et, avant tout, l'armée sont entre les mains du gouvernement central. En outre, la constitution de l'Ukraine assure la prédominance absolue des éléments russes dans les organes les plus importants de l'Union, comme au Congrès des Soviets ou « le Conseil des Nationalités ». Déjà, en 1921, le « parti communiste ukrainien » indépendant (U.K.P.) a été dissous et remplacé par le « parti communiste des bolchéviks de l'Ukraine » (K.P.B.U.) qui n'est qu'une filiale du parti communiste de l'Union (V.K.P.B.).

La mainmise de la Russie se poursuit avec beaucoup d'esprit de suite dans tous les domaines de la politique administrative, économique et culturelle.

L'élimination de l'élément ukrainien de l'administration continue sans répit et, spécialement, pendant les dernières années. Tout insuccès des autorités soviétiques en Ukraine, soit dans le domaine de la collectivisation, soit dans celui du « stockage » est attribué par les communistes russes à l'incapacité d'adaptation de leurs collègues ukrainiens à la « ligne générale » de la politique géniale de Staline. Pour se débarrasser de l'élément dangereux au point de vue national, le parti communiste organise des « nettoyages » en 1933 et 1934. « Les commissions de contrôle » sont envoyées de Moscou pour qu'il n'y ait pas de « lacunes » dans leur activité. Les régions administratives de l'Ukraine dépendent bien plus de Moscou que de Kiev. Même les élections au congrès des Soviets de l'Union ont lieu indépendamment de celles du congrès des Soviets de l'Ukraine.

La conséquence immédiate du « nettoyage » a été une diminution considérable du nombre des membres du parti

communiste ukrainien ; de 600.000 (en 1933) il est tombé à 300.000 seulement. Comme, évidemment, se sont les Ukrainiens qui sont éliminés en premier lieu, on peut en déduire que le parti se compose actuellement presque exclusivement de Russes, ce qui se confirme, si l'on considère les noms des membres des commissions qui effectuent « le nettoyage ». Ainsi, dans la province de Tchernyiv, cette commission était présidée par le camarade Roïsemann devant lequel avait autrefois fui en escaladant les murs le cidevant diplomate Bessédovsky (« Le Communiste », No 177, 1934). La raison principale des exclusions est le manque d'« intuition socialiste » ou de « vigilance », par quoi on entend surtout les tendances pro-ukrainiennes.

Quoique les dirigeants soviétiques en Ukraine soient des hommes entièrement dévoués au régime, on peut relever une certaine méfiance à leur égard de la part des autorités centrales de Moscou. C'est par ce fait que s'explique l'envoi en Ukraine du camarade Postychev avec mission de « liquider » toutes les manifestations du mouvement ukrainien.

Au cours des années 1932-34, les autorités ont procédé au remplacement des éléments « peu sûrs » de l'administration des « rayons ». En 1933, ont été destitués 237 secrétaires des comités régionaux du parti, 249 présidents des comités exécutifs régionaux du parti, 158 présidents des commissions de contrôle régionales (« Visty », No 226, 1933), ce qui constitue deux tiers de toute l'administration régionale de l'Ukraine.

Il ne faut pas perdre de vue que ladite administration a déjà été pour sa moitié au moins « nettoyée » en 1932. Les remplaçants ont dû, évidemment, être envoyés de Moscou. Ainsi, selon



les « Visty » (No 226, 1933), 1.340 membres du parti éprouvés, d'origine non-ukrainienne, ont été envoyés en Ukraine pour remplacer les Ukrainiens, dont la proportion dans les organes de l'administration régionale atteignait presque 65 % (« Visty », No 272, 1934).

Les jeunesses communistes (« Komsomol») ont partagé le destin du parti. Des suspicions des autorités centrales pèsent également sur cette organisation. Par suite de continuels changements et exclusions, le nombre de membres de Komsomol a soudainement baissé de 1.300.000 (en 1932) à 700.000 (en 1933) et actuellement n'est plus que de 450.000. Le pourcentage des Ukrainiens dans le Komsomol ne dépasse pas 60 %.

Simultanément avec l'unification administrative et politique, les dirigeants soviétiques travaillent à l'unification économique de l'Ukraine soviétique avec Moscou. Il y a plusieurs années déjà que le bassin de Donetz a été soustrait de la compétence des autorités de l'Ukraine soviétique, ensuite tous les trusts ukrainiens ont été liquidés, toutes les branches de l'industrie ukrainienne ayant été directement subordonnées aux autorités centrales de Moscou. Actuellement, Moscou dirige la vie économique de l'Ukraine dans ses moindres détails et spécialement en ce qui concerne l'agriculture, domaine qui présente une telle importance pour les Soviets. Toute une série d'organes de parti ont été créés dans les kolkhoses et 10.000 fonctionnaires y ont été envoyés du centre, dont près de 3.000 présidents et secrétaires de kolkhoses, pour remplacer ceux qui, jusqu'à ce moment, étaient choisis parmi les paysans locaux. 774 « sections politiques » ont été instituées auprès des « stations de machines et

de tracteurs » (M.T.S.), 303 sections auprès de sovkhoses (fermes d'Etat); 5.500 communistes sûrs ont été envoyés dans ces sections (d'après les données d'août 1934), parmi lesquels le pourcentage d'Ukrainiens est insignifiant. Les « sections politiques » ne dépendent point des comités locaux du parti, et ne reçoivent que les ordres du centre.

Les plans de production et de livraison de blé et du stockage sont établis à Moscou et une exécution scrupuleuse de ces plans est exigée de la population ukrainienne. Des « brigades » spéciales des jeunesses communistes de choc ont été envoyées dans des usines et des villages pour augmenter le rendement industriel et agricole. D'après des nouvelles parues récemment dans la presse soviétique ukrainienne, le rôle des jeunesses communistes en Ukraine ne se différencie que peu de celui qu'elles jouent dans les autres parties de l'Union. La tendance nouvelle de les écarter des problèmes politiques et économiques pour les diriger vers les questions d'éducation et d'instruction se généralise de plus en plus.

Cette idée a été formulée par Staline lors de son entretien avec Kossarev, secrétaire des Jeunesses Communistes (« Goudok », no 148, 1935). De même, nous trouvons dans la presse une critique acerbe de l'activité de ces jeunesses dans certains domaines de l'économie, — par exemple dans les transports ferroviaires (« Goudok », No 132, 1935). On suggère que les Jeunesses Communistes doivent être employées à former des cadres de techniciens, étant donné que sans de bons techniciens ni l'industrie, ni le parti lui-même ne peuvent guère exister (« Goudok », No 161, 1935).

Georges NAUMENKO.

(A suivre.)

# L'Armée Ukrainienne

(Suite\*)

## XII

*LES POURPARLERS AVEC LES PUISSANCES DE L'ENTENTE. — LES ARMEES ALLIEES A ODESSA. — COMBATS ENTRE LES ARMEES ALLIEES ET L'INSURGE GRIGORIEV. — L'EVACUATION DES ARMEES ALLIEES. — LA RETRAITE DE L'AILE DROITE DE L'ARMEE UKRAINIENNE SUR LE TERRITOIRE ROUMAIN.*

Il nous a paru nécessaire de retenir l'attention du lecteur sur les événements qui se déroulèrent à Odessa, à la fin de 1918 et jusqu'au mois d'avril 1919, car ces événements eurent une certaine influence sur la lutte du Peuple Ukrainien pour son indépendance.

Ces événements démontrent en même temps d'une façon bien claire que la politique suivie par les Puissances Alliées, en particulier par la France et la Grande-Bretagne, politique basée sur la tendance de restauration d'une Russie « unifiée et indivisible » — manquait de sens de réalité.

Déjà en 1917, lors de la chute du Gouvernement Provisoire Russe et après que les bolcheviks eurent pris le pouvoir, les Puissances Alliées se tournèrent vers l'Ukraine ; elles estimèrent qu'à la place de la Russie désagrégée l'Ukraine pouvait continuer la lutte contre les Puissances Centrales. C'est ainsi que la France d'abord (le 3 janvier 1918), la Grande-Bretagne ensuite (fin janvier 1918) entrèrent en relations officielles avec la République Ukrainienne et nommèrent leurs représentants à Kiev : le général Tabouis pour la France, et M. Picton Baggee pour la Grande-Bretagne.

Mais lorsque les armées austro-allemandes pénétrèrent en Ukraine, ces représentants des Puissances Alliées quittèrent l'Ukraine.

Après l'évacuation du territoire par les troupes austro-allemandes, le Gouvernement Ukrainien du Directoire se tourna vers les Puissances Alliées dans l'espoir de trouver chez elles un appui dans sa lutte pour l'indépendance. En dehors d'une délégation envoyée à Paris à la Conférence de la Paix, le gouvernement ukrainien dépêcha une autre délégation à Jassy où se trouvaient alors les représentants des Puissances Alliées (M. de Saint-Aulaire et M. Barklay).

Mais les efforts du gouvernement ukrainien furent à peu près vains, et voici pourquoi :

Après la victoire des Puissances de l'Entente sur l'Allemagne, leur politique se tourna vers les pays de l'ancienne Russie — l'Ukraine et le Caucase — en vue d'y trouver un appui pour sauvegarder leurs intérêts. La riche Ukraine, pays du blé, du minéral et de la houille, le Caucase, pays du pétrole, ne pouvaient passer inaperçus ; malheureusement on oublia de prendre en considération un fait d'une grande importance : c'est qu'avant de résoudre ces problèmes il fal-

\*) V. *Prométhée*, numéros 102-110.

lait d'abord résoudre la question nationale.

A la conférence des représentants des Puissances Alliées, qui eut lieu à Jassy au mois de novembre, les représentants des partis politiques russes y furent invités. Il devenait évident que les résultats de cette conférence ne pouvaient être que défavorables à l'Ukraine. En effet, ces hommes politiques russes ayant échoué dans leur tentative de révolution en Russie même, se sauvèrent ensuite en Ukraine et là, au lieu de soutenir ce pays, unique forteresse contre le bolchevisme menaçant à l'Est de l'Europe, ils firent tout ce qui dépendait d'eux pour compromettre et pour détruire l'indépendance de l'Ukraine.

Après la chute de l'Hetman Skoropadsky, ces hommes politiques russes, ces « sauveurs de la Russie » — se retirèrent à Odessa qui devint ainsi le centre de leur activité contre le mouvement national ukrainien. Leur propagande était bien simple : ils prétendaient que l'Ukraine n'existait pas, que c'était une légende allemande, qu'il n'y avait ni langue, ni littérature, ni culture *ukrainiennes*, que le gouvernement ukrainien ne différait en rien de celui des communistes, que l'armée ukrainienne se composait de bandits, etc., etc. Nous ne perdrons point notre temps à démentir ces allégations aussi fausses qu'originales, toutes de création purement russe, laissant cette tâche aux historiens et politiciens ukrainiens et étrangers, mais pour ce qui est de l'armée ukrainienne, au point de vue militaire, nous pouvons dire d'une façon catégorique qu'en décembre 1918 l'armée ukrainienne, manquant du nécessaire, se battait héroïquement contre 90.000 soldats de l'armée rouge. Il est donc clair qu'après

l'avis des « conseillers » russes, notre délégation, avec le professeur Matzievitch en tête, ne pouvait trouver à Jassy devant les représentants des Puissances Alliées ni le secours demandé, ni une compréhension de la question ukrainienne. Les politiciens russes demandaient à l'Entente l'envoi de troupes pour restaurer la Russie « une et indivisible ». La délégation ukrainienne ne demandait que la reconnaissance de l'Ukraine, un soutien moral et un secours matériel pour notre armée, étant donné que nous avions suffisamment de patriotes ardents prêts à se sacrifier pour la cause nationale. L'Ukraine ne demandait point de « troupes de secours » comme le faisaient les Russes.

Mais hélas ! les Puissances Alliées donnèrent la préférence à la Sainte Russie « une et indivisible », et la cause de l'Ukraine se trouva ainsi sacrifiée au profit de la chimère morte.

Au mois de décembre 1918 des troupes françaises et grecques commencèrent à arriver à Odessa. Ce centre devait servir de base pour la formation des armées russes ainsi que de point de développement d'une action *des forces alliées, sous la protection de la flotte anglo-française qui mouillait* en rade d'Odessa et de Sébastopol. Dès que les troupes alliées furent débarquées à Odessa, les éléments russes devinrent très actifs, et la formation des unités russes commença. La situation de l'administration et des quelques unités militaires ukrainiennes en garnison à Odessa devint très délicate. Au mois de janvier 1919, il y eut même quelques escarmouches entre unités russes et ukrainiennes. Les troupes alliées se rangèrent du côté des unités russes, sans toutefois prendre part à ces escarmouches. Le commandement ukrainien de son côté donna

des ordres formels à ses unités, leur enjoignant d'éviter toute rencontre armée avec les troupes françaises. Ces ordres empêchaient de « liquider » les unités russes, car derrière celles-ci se trouvaient des troupes françaises, qui tout en gardant la « neutralité » (au profit des Russes) laissaient néanmoins entendre, par leur attitude, qu'elles ne permettraient pas d'attaquer les formations russes.

Ainsi, pendant le mois de janvier 1919 les rues d'Odessa servirent de champ de bataille entre Russes et Ukrainiens. Finalement, ces derniers évacuèrent Odessa et partirent vers la station de Rozdilna. Entre temps les troupes alliées avec quelques détachements russes occupaient Kherson, Mykolaïv, Otchakiv et enfin une étendue de 50 kilomètres de rayon vers le Nord, avec pour base Odessa. De la sorte, ce point important, base de la flotte marchande, port central dans la Mer Noire pour le commerce avec l'Europe et l'Asie, fut complètement coupé de l'Ukraine. Tous les espoirs du gouvernement ukrainien en vue de recevoir par Odessa les ressources dont il avait tant besoin dans sa lutte contre Moscou furent déçus. L'armée ukrainienne ne tarda pas à se ressentir de cet état de choses. Elle manquait de tout, de médicaments en particulier, si nécessaires pour lutter contre l'épidémie de typhus. De ce fait, des dizaines de milliers de soldats ukrainiens ainsi qu'une bonne partie de la population furent décimés. Dans le même temps, les frontières du Sud et de l'Ouest de l'Ukraine furent bloquées par les troupes alliées, tandis que du Nord et de l'Est avançait l'armée rouge. Prise dans cet étau, la jeune armée ukrainienne luttait désespérément, perdant ses forces dans une

lutte inégale. Malgré cette situation désastreuse et nonobstant l'attitude nettement défavorable des Puissances Alliées, le gouvernement ukrainien espérait encore que la France et l'Angleterre se décideraient à résoudre la question ukrainienne d'une manière équitable.

Se conformant aux instructions déjà données aux délégations ukrainiennes à Jassy et à Paris, le général Grekiv, commandant du front Sud de l'armée ukrainienne, résolut d'entamer des pourparlers directs avec le commandement des forces alliées à Odessa ; malheureusement ses efforts n'eurent point de succès. De toute évidence, la politique française persistait à l'époque à ne point voir la réalité.

Le commandant en chef des forces françaises, le général d'Anselme et le chef de son état-major le colonel Freudenberg, ce dernier notamment, estimaient peut-être qu'en cas d'ouverture d'opérations militaires vers le Nord, les forces alliées devaient trouver une coordination d'action commune avec l'armée ukrainienne, car les quelques centaines de volontaires russes ne présentaient aucune valeur combattive, mais ces justes appréciations furent paralysées par quelques politiciens français.

Les politiciens français, alors à Odessa, exigeaient du gouvernement ukrainien le départ de M. Vinnitchenko, voire de M. S. Petlura, ainsi que la subordination de l'armée ukrainienne au général Denikine etc., sans toutefois prendre aucune obligation ni politique ni matérielle.

Une telle attitude des hommes politiques des Puissances Alliées ne pouvait avoir qu'une fâcheuse répercussion sur l'opinion publique ukrainienne. La politique si peu réaliste des Alliés se fit non seulement sentir sur

l'activité de l'armée ukrainienne, mais aussi sur celle des troupes alliées.

Au mois de mars 1919 l'aile gauche et le centre de l'armée ukrainienne furent rejetés par les rouges vers les anciennes frontières autrichiennes. L'aile droite de notre armée qui se trouvait dans la région de Katerynoslav-Krementchoug-Znamenka et qui comprenait près de 10.000 baïonnettes fut coupée du groupe central de notre armée ; elle tint bon cependant dans cette région malgré les attaques énergiques des rouges. La présence de l'aile droite de l'armée ukrainienne dans cette région retint toute l'attention du groupe bolchéviste de Katerynoslav protégeant, de ce fait, la région d'Odessa, mais vers le 1<sup>er</sup> avril 1919, cette aile droite, presque cernée du côté Sud et épuisée dans une lutte inégale fut forcée de céder le terrain et recula par Ouman vers le Dniester dans la région de Tiraspil. Notre aile droite ayant reculé, le chemin d'Odessa devenait libre pour les rouges. Après un court combat les rouges occupent Mykolaïv et Kherson et bientôt ils foncent sur la division grecque qui bat en retraite en désordre, non sans avoir subi des pertes sensibles et va se réfugier sur ses vaisseaux. Un détachement d'insurgés sous le commandement de Grygoriev qui opérait dans la région de Lyzavetgrad-Voznessensk et qui comptait près de 5.000 baïonnettes, se trouvant dans une situation désastreuse passa du côté des bolcheviks ; avec ces derniers, ce détachement attaqua Odessa et l'occupa. Les troupes

françaises, parmi lesquelles les bolcheviks menaient une propagande intense furent obligées, après quelques combats, d'évacuer précipitamment Odessa et de se rembarquer sur leurs vaisseaux à destination de Constantinople. La flotte française connut alors des désordres provoqués par des agitateurs bolcheviks et le croiseur *Mirabeau* arbora même le drapeau rouge.

Tels furent les résultats de la politique des Puissances Alliées vis-à-vis de l'Ukraine.

L'aile droite de l'armée ukrainienne, concentrée dans la région de Tiraspil, reçut l'autorisation des milieux militaires alliés de passer en territoire roumain le 4 avril 1919.

Conformément à un arrangement fait avec les autorités roumaines le Corps des Zaporogues devait rendre les armes et les munitions, ainsi que tout son matériel. Les Roumains, de leur côté, s'étaient engagés à rendre le tout, après le passage du Corps en Galicie par le territoire roumain. Les autorités roumaines transportèrent bien le Corps des Zaporogues en Galicie, dans la région de Zalichtchiki, mais elles ne rendirent point les armes, ni les munitions ; or, ces armements comprenaient 15.000 fusils, 80 pièces d'artillerie de différents calibres, 700 mitrailleuses, 7 millions de cartouches et 34.000 obus, 2.500 grenades à main et une énorme quantité d'autre matériel.

A. UDOVICZENKO.

(à suivre)

## Revue de la presse

M. Léon Bailby consacre dans le **Jour** un vibrant article au sort de la Géorgie. Après avoir évoqué les horreurs de la guerre civile qui déferlent actuellement sur l'Espagne, l'éminent publiciste continue :

Un autre exemple : la Géorgie.

Le 26 mai 1918, écoeuvée des excès du bolchevisme naissant, la Géorgie se sépare de la Russie et proclame son indépendance, laquelle est confirmée par une Constitution le 12 mars 1919. Surpris par cette résistance inattendue, les Soviets s'inclinent provisoirement et signent un traité le 7 mars 1920. Bien entendu, ils préparent aussitôt les moyens de la revanche et, reniant ce pacte comme ils feront un jour du nôtre, ils envahissent la Géorgie le 25 février suivant.

Soulèvement du peuple contre les Russes, ses oppresseurs, en 1922-1923-1924. Mais, hélas ! révolte inutile et noyée dans le sang. Les meilleurs sont emprisonnés ou déportés. **Vingt mille Géorgiens meurent dans les tortures.**

En vain, ce peuple en appelle à la Société des nations. Celle-ci se contente, en 1922 et 1924, d'émettre des appels platoniques à la pitié ou à la justice des Soviets. Genève pense que cette nation de race blanche est infiniment moins intéressante que le Négus esclavagiste. Et la Géorgie n'obtiendra de la S. D. N. ni armes, ni sanctions, ni emprunt, ni ces concours de toute sorte que, douze ans plus tard, la générosité conjuguée de la S.D.N. et de l'Angleterre offrira à l'Ethiopie.

C'est ainsi que, joignant l'hypocrisie à la cruauté, la Russie soviétique a osé célébrer le quinzième anniversaire de la prétendue « libération » du peuple géorgien.

Dans la capitale, à Tiflis, la fête, qui n'est qu'un défi insolent aux op-

primés, a duré trois heures. C'est tout ce que ce peuple aura pu supporter comme bravade.

A Moscou, au contraire, la propagande, afin d'égarer l'opinion mondiale, organise autour de cet anniversaire des fêtes qui durent quinze jours.

En attendant, la Géorgie gémit sous l'esclavage. La situation des travailleurs est intenable. Lorsque, récemment, à la suite de la réforme monétaire, des ouvriers des stations hydrauliques de Koutaïs ont envoyé une délégation à Tiflis pour obtenir des conditions économiques meilleures, les délégués ont été arrêtés, torturés, l'un d'eux a succombé dans la cave du Guépéou. Soixante-quinze d'entre eux, faits prisonniers, ont été déportés en Sibérie.

Français, Bourgeois, Ouvriers, Paysans, vous que les Soviets abusent avec leurs paroles de miel et leur prétendu ralliement à notre drapeau tricolore, pensez à l'Espagne, pensez à la Géorgie.

### FORCE ET FAIBLESSE DE L'U.R.S.S.

Sous ce titre, le *Journal de Genève* donne un compte rendu de la conférence de M. Jérémijeff. En voici les passages essentiels :

« L'Union soviétique est-elle capable d'aider un allié, saurait-elle résister à une agression, est-elle militairement viable ? C'est la question à quoi, dans une brillante conférence donnée dans les locaux de l'Union nationale, a répondu M. Jérémijeff, directeur de l'agence Ofinor et ancien secrétaire de la Rada nationale ukrainienne.

L'orateur insiste sur l'étrange revirement intervenu il y a trois ans dans la politique étrangère des Soviets. Après avoir traîné la S.D.N. dans la boue, les Bolchéviks sont venus à Genève. Litvinov s'est proclamé cham-

pion des principes de la Ligue et de la sécurité collective. Tandis qu'il recherchait fébrilement les moyens d'écartier toute aventure militaire pour l'U.R.S.S., sa diplomatie s'appliquait à envenimer les relations entre Etats éloignés, et si possible à créer la guerre : le pacte franco-soviétique a pour résultat essentiel d'opposer violemment et dangereusement la France et le Reich. En poussant aux sanctions, Moscou tentait de dresser l'Angleterre et l'Italie l'une contre l'autre. La raison est facile à saisir : la guerre entre pays étrangers serait le signal d'une profonde lutte de classe dans ces pays ; la guerre étrangère deviendrait civile. La révolution triompherait.

Mais pourquoi l'U.R.S.S. cherche-t-elle à éviter des conflits à ses frontières ? C'est que ce gouvernement est établi sur l'oppression, sur la violence, sur l'esclavage des races conquises autrefois par le tzars. L'orateur rappelle que 35 millions d'Ukrainiens réclament l'indépendance. C'est pour les mater que Moscou décréta les fameux kolkhoses et le communisme des campagnes. Le Caucase et ses douze millions de montagnards, le Turkestan et ses quatorze millions d'habitants, les nombreuses nationalités de moindre importance éparses en Sibérie, en Carélie, dans l'Oural, en Ruthénie, représentent un total de 80 millions d'individus, la moitié de l'U.R.S.S.

Mais les forces centrifuges grandissaient. Il fallut les plans, il fallut les bagnes, où les non-Russes forment le 80 % des prisonniers. Aujourd'hui Moscou s'appuie sur le nationalisme russe. Elle prétend être l'héritière de l'empire des tzars et va jusqu'à courtoiser à l'étranger leurs partisans. A l'intérieur, la désaffection est telle que le Kremlin rapporte les mesures de rigueur contre telle ou telle nationalité, essaye de retrouver la faveur des Cosaques, offre des privilèges au Turkestan. Et pourtant les révoltes grondent. Il y en eut deux, en 1935, en Ukraine.

Mais quelle aide alors les Soviets peuvent-ils fournir ? Reprenant une parole du général Janin, défenseur de

Verdun, le conférencier conclut que cette aide serait toute négative.

M. Jérémijeff a fait une belle conférence, suivie avec sympathie par un nombreux auditoire. Se tenant uniquement sur le terrain des faits, il a étayé son discours d'une documentation immense, tout entière empruntée aux publications des Soviets eux-mêmes.

#### L'IMPERIALISME RUSSE DANS LE COMMUNISME DE L'U.R.S.S.

« Il est impossible de prévoir ce que la France peut obtenir de l'U.R.S.S. », écrit M. N. Androv, dans *Voix des Peuples*, et il poursuit :

« Il s'agit de la Géorgie, qui s'est trouvée comme par hasard au centre des préoccupations politiques russes le jour où le Front populaire fêtait à Paris sa victoire au sein du Parlement. Le 25 février dernier, et lors de la semaine qui suivit, toute la presse soviétique consacra de longs articles à la question géorgienne. La ratification du pacte franco-russe restait dans l'ombre, et l'officieuse *Pravda* n'y consacra que de petites informations en réservant toutes ses pages à la Géorgie. Le monde officiel des Soviets entreprit de conférer une signification presque mondiale à la question géorgienne, en organisant de grandes fêtes, spectacles et banquets où tout le corps diplomatique, toute la presse étrangère furent conviés, pour y trouver la preuve que cette question était définitivement liquidée.

Au moment de toutes ces manifestations en faveur de la Géorgie, Staline, la plus haute personnalité de la Russie soviétique, un fils de la Géorgie, manquait à l'appel ; on ne le vit nulle part, et son absence nous rappelle les tragiques journées de la Géorgie pendant le soulèvement de 1924, où Staline fut également introuvable.

Et cependant que ces fêtes somptueuses se déroulaient à Moscou, Tiflis, capitale de la Géorgie, était le théâtre d'un tout autre spectacle. Moscou y envoya le maréchal Vorochilov avec son état-major, pour y représenter le pouvoir militaire des So-

viets. Le Bulgare Dimitroff, délégué du Komintern, était également présent en qualité de représentant des forces révolutionnaires mondiales, et cette double délégation devait bien signifier pour la Géorgie que la Russie soviétique lui apporte seulement l'oppression militaire et l'esprit destructif du Komintern.

Dans un silence de mauvais augure, deux divisions bien armées, formées de paysans géorgiens, défilèrent devant le maréchal russe. La première division porte le nom du révolutionnaire Frounzé, la deuxième celui de Staline, dénominations ayant une influence assez grande sur les autorités militaires soviétiques pour assurer un bon équipement aux soldats géorgiens.

Il aurait été tout naturel que cette énorme masse de paysans géorgiens, dans leur pays soi-disant libre et autonome, s'entendent interpellé dans leur langue maternelle. Mais il n'y eut qu'un seul discours, celui de Vorochilov et il fut prononcé en langue russe.

Sur la grande place militaire de Tiflis s'élève le tombeau des victimes tombées en 1921, lors des luttes que les Géorgiens soutinrent contre les Russes envahisseurs. A côté, s'élève majestueusement l'ancien palais des gouverneurs de Géorgie. Vorochilov et son état-major y avaient pris place pour assister au défilé des écoles, des instituteurs et de l'armée. Un incident assez significatif se produisit au commencement de ce défilé : les enfants géorgiens placés à la tête du cortège, avant d'arriver devant le palais des gouverneurs, firent un détour, non prévu au programme, et déposèrent des fleurs sur le tombeau des martyrs géorgiens. A la suite de cet incident, le chef et les hauts dignitaires de la police furent destitués, car, dit l'acte de destitution, la pose des fleurs sur le tombeau des victimes de 1921 constitue un acte de nationalisme-séparatiste, contraire aux principes qui sont à la base de l'U.R.S.S.

On ne peut s'empêcher de se demander pour quelles raisons les autorités

supérieures des Soviets se crurent obligées d'organiser de si grandes et somptueuses fêtes en l'honneur de la Géorgie, juste au moment où elles auraient dû fêter la ratification du pacte franco-russe.

C'est que la conclusion du pacte franco-russe mettait en évidence plusieurs problèmes cachés jusqu'alors à l'opinion publique mondiale par la presse soviétique. Parmi ces questions, le traitement infligé aux peuples finno-ougrien, tartare et surtout aux Géorgiens attira particulièrement l'attention de l'Occident. Il s'avéra brusquement que la Russie soviétique n'a pas encore résolu les problèmes posés par la diversité des nationalités qui la composent.

L'énorme territoire de la Russie soviétique englobe, en effet, une population de 150 millions d'âmes, dont la moitié est composée d'éléments hétérogènes. L'élément russe domine et il emploie toutes ses forces à l'unification de cette mosaïque ethnique. Le temps n'est plus où ces peuples ignorants, incultes et quelquefois maintenus dans un état tout à fait primitif, formaient une masse inerte. Sans doute est-ce là un grand mérite pour le mouvement socialiste d'être parvenu à réveiller ainsi la conscience nationale de ces peuples.

La Géorgie nous fournit un exemple instructif à ce propos. Elevée au degré supérieur des peuples cultivés, elle prit une part active à la lutte contre le tzarisme. Son malheur fut d'être ensuite abandonnée non seulement par les grandes puissances, mais même par ses propres enfants, qui préférèrent devenir esclaves du palais du Kremlin que d'être libres et indépendants dans les chaumières de Tiflis. Le peuple géorgien ne suivit pas ses chefs communistes. Une lutte acharnée entre Moscou et Tiflis conduisit à plusieurs soulèvements étouffés dans le sang.

C'est l'année dernière seulement que les autorités soviétiques ont essayé de concilier le communisme et le nationalisme. Pour gagner la sympathie du peuple géorgien, elles ont cherché à

faire de la Géorgie un Etat de forme nationaliste et à structure sociale communiste. Mais il s'avéra que la culture d'une nation ne peut être que nationale, et que les traditions sont plus fortes que les idéologies. Toutes les réformes introduites par le régime communiste aboutirent à un échec, de sorte qu'avant la conclusion du pacte franco-russe, les autorités soviétiques ont dû restaurer l'idée de « patrie ». Réforme heureuse, qui aurait pu donner des résultats il y a dix années, mais qui vient bien tard, car l'idée de patrie s'est développée dans les masses géorgiennes dans un sens séparatiste et contraire aux intérêts unitaires de l'U.R.S.S. La nouvelle loi sur la patrie prévoit la peine capitale pour les actes de trahison, mais cela n'empêche pas que les trahisons contre l'U.R.S.S. soient à l'ordre du jour. L'explication en est simple : les 70 millions de non-russes ne peuvent pas considérer l'U.R.S.S. comme « leur » patrie.

L'exemple de la Géorgie où Vorochilov et Dimitroff ont été obligés de se rendre pour un essai de consolidation de l'U.R.S.S., prouve incontestablement que le régime ne peut étouffer le *sentiment de la patrie*, et que la question des libertés de langue et de religion se pose non seulement dans les pays bourgeois et capitalistes, mais même dans les pays socialistes et communistes.

## LE PACTE FRANCO-SOVIÉTIQUE

Le *Journal de Genève*, dans son numéro du 4 mars publie l'article de M. Ok., intitulé « 170 millions » dont nous reproduisons les passages essentiels :

« Les débats à la Chambre française sur le pacte franco-soviétique ont occupé six séances et, s'il en reste quelque chose, c'est, sans doute, ce chiffre magique de 170 millions. Les partisans du pacte le prononcèrent à tout moment : il leur servait d'argument frappant, il était leur atout et leur plateforme électorale. Les adversaires eux-mêmes, estimant, semble-t-il, que ce chiffre était l'unique donnée qui n'était pas susceptible d'être contestée

ni commentée, le contourèrent avec un respectueux silence.

« Combien de fois cependant, dans d'autres circonstances, n'a-t-on pas prononcé le mot « Ukraine » au Palais-Bourbon, Par exemple, lorsqu'on parlait du Führer convoitant ce pays. Les députés français ne pouvaient pas ignorer l'Ukraine, qui, par l'étendue de son territoire et le nombre de sa population ressemble à leur patrie. Et les peuples du Caucase ? Ils ne pouvaient les oublier, car ils devraient avoir encore à la mémoire ce que leur disait Raymond Poincaré en 1922 : Nous n'admettons pas que ces peuples soient représentés aux Conférences de Gênes et de Lausanne par un pouvoir qui les occupe par la force. Que peut-on dire de la Géorgie dont ils ont si souvent jeté le triste sort à la face des communistes, leaders actuels du front populaire ? N'est-ce pas ce même Edouard Herriot qui, autrefois, qualifiait la Géorgie de « Belgique orientale », et qui, aujourd'hui, invoquait la puissance des « 170 millions » ? Est-il possible, également, de radier de la carte les vastes pays du Turkestan, de la Tartarie, du Volga, de l'Oural ?

« Que reste-t-il de ce chiffre sacramentel de 170 millions ? Peut-être les députés français n'ont-ils pas voulu offenser leur contractant par des additions et des soustractions. Délicatesse vaine. Moscou n'a jamais oublié ces règles d'arithmétique. Au contraire, elle a fait de ce pays des « Républiques », leur donnant des « gouvernements nationaux », faisant d'eux un « Conseil de Nationalité », et leur accordant même, par la Constitution de l'U.R.S.S. le droit théorique de sécession sur leur simple désir.

« Pourquoi le gouvernement des Soviets, à la tête d'une « nation » de 170 millions d'âmes, comme disait M. Flandin, a-t-il si peu de confiance en sa propre force ? Comment expliquer la frayeur mortelle de ce gouvernement, avec une armée de paix de 1.300.000 hommes, et de guerre de 10 millions, comme en témoigne M. Herriot ? Le général Toukhatchevsky,

ayant lui-même éprouvé, jadis, ce sentiment de frayeur devant les portes de Varsovie et fuyant à la tête de ses armées vers Moscou, aurait pu expliquer cette énigme, si sa tête n'avait pas tourné devant les réceptions de Londres et de Paris, ce qui lui fit oublier la raison qui lui valut la dignité de maréchal.

« L'existence de tant de nations op-

primées dans l'U.R.S.S., représentant, d'après les statistiques officielles, la moitié de la population, est le point le plus faible de la défense de Moscou et de ses forces armées. Il faut tenir compte de cette réalité. Ceux qui pensent que ces peuples se sacrifieront pour cette immense prison dénommée l'U.R.S.S. commettent l'erreur la plus grave. »

## CHRONIQUE

### AZERBAIDJAN

#### LA CONFERENCE DE M. MIR YACOB

Le samedi 18 avril, le Dr Mir Yacoub, journaliste et homme politique azerbaïdjanien connu, a fait une intéressante conférence dans l'une des salles de l'Hôtel des Sociétés savantes à Paris. Cette conférence avait été organisée par le Comité des Amis des peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine. L'assemblée était présidée par le professeur A. Choulguine.

Le conférencier qui avait choisi pour thème « L'Europe et la situation politique en Asie » brossa un tableau documenté et très objectif de la situation. Dans la première partie de sa conférence, le Dr Mir Yacoub s'arrêta longuement sur la situation économique et politique internationale en Asie, sur les progrès du Japon, aussi bien du point de vue du développement industriel que de son extension politique et idéologique. De cet ensemble de faits positifs il en résulte pour le Japon un accroissement d'influence en Asie, une pénétration effective en Chine, en Mandchourie, en Mongolie et un conflit

d'intérêts divergents en Extrême-Orient avec d'autres puissances, avec l'Angleterre et avec la Russie soviétique tout particulièrement. La menace de l'expansion japonaise à l'égard des Soviets a été mise en relief par le conférencier qui, à l'appui de sa thèse, a produit de nombreux faits puisés dans différentes sources.

Dans la deuxième partie de son rapport, le conférencier a abordé la situation internationale en Europe et la répercussion qui s'en est suivie en Asie et en Union soviétique. Le Dr Mir Yacoub a insisté tout spécialement sur les problèmes politiques, notamment sur le problème allemand et sur les efforts déployés par l'Allemagne en vue de trouver des territoires pour les besoins de son expansion vers l'Orient ; il a également fait ressortir l'attitude de l'Angleterre vis-à-vis de ce problème.

Le conférencier n'a pas manqué de caractériser la situation actuelle à l'intérieur de la Russie soviétique ; il a donné un aperçu très net du développement des aspirations nationales parmi les peuples annexés par la for-

ce à l'U.R.S.S., de la lutte qu'ils mènent pour leur indépendance, soulignant en même temps ce que comporte d'artificiel la structure de l'Union soviétique ; il a également retenu l'attention de l'auditoire sur les craintes qu'éprouvent les dirigeants moscovites en présence d'une possibilité de guerre qui ne manquerait pas de précipiter le démembrement de la Russie.

Concluant, le Dr Mir Yacoub a insisté sur les nuages qui, de plus en plus, s'amoncellent à l'horizon d'Extrême-Orient, nuages précurseurs de la tempête qui menace de souffler sur l'Union soviétique. C'est pourquoi, déclare le conférencier, tous les peuples qui aspirent à l'indépendance et à secouer le joug bolchevik doivent être prêts afin de sauver leur existence et de recouvrer leur indépendance nationale.

Après la conférence, suivie avec le plus grand intérêt par l'auditoire, on entendit les déclarations de différents orateurs.

Clôturent la séance, le professeur A. Choulguine félicita chaleureusement le conférencier au nom des assistants et du Comité pour sa conférence si documentée et si pleine d'intérêt.

*Abbas bey.*

*La carte géologique de l'Azerbaïdjan.* — Le *Bakinski Rabotchi* du 4 octobre 1935 a annoncé l'édition d'une carte géologique de l'Azerbaïdjan. D'après cette carte, il apparaît qu'en dehors du naphte, l'Azerbaïdjan possède encore d'autres richesses minières, qu'on y trouve du fer, du manganèse, de l'aluminium, de l'or, de l'argent, du plomb, etc. A 45 kilomètres de Gandja, dans la région de Dachkessen, les réserves de minerai de fer attein-

draient 101.100.000 tonnes. C'est ce qui explique pourquoi près de Gandja on construit en ce moment des usines, susceptibles de donner 600.000 tonnes de fonte par an. A Zaglyk se trouvent les plus importants gisements d'aluminium de l'Union soviétique. On évalue à 84.595.323 tonnes le chiffre des réserves, susceptibles de fournir 50 % de métal à l'état pur. Pour le traitement du minerai on envisage la construction d'un « combinat » à Soumgaït, non loin de Bakou.

Dans le Karabagh, de riches gisements de fer chromé ont été découverts.

Dans le secteur de Molla Tchali, les réserves de manganèse atteignent 50.000 tonnes.

Pour ce qui est du minerai de cuivre, des gisements, en dehors de ceux déjà connus de Guedabek, sont signalés à Mehmauly.

Dans la région de Nakhitchevan, à Guluchluk, l'on trouve du zinc et du plomb.

Dans les eaux qui sortent de terre dans la région pétrolifère de Bakou, l'on a constaté la présence du brome et de l'iode ; dans le Karabagh on trouve du salpêtre, du gypse, du marbre, de l'or et de l'argent.

Après avoir énuméré toutes ces richesses, le journal ajoute que l'Azerbaïdjan n'est pas seulement un pays de naphte et de coton, mais encore de beaucoup d'autres produits.

*Comment on exploite l'Azerbaïdjan.* — Les journaux de Bakou et de Tiflis du 30 décembre 1935 ont publié toutes sortes d'informations concernant le 15<sup>e</sup> anniversaire du « jubilé » du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan. Il n'est question, évidemment, que de « succès » dans tous les domaines. Pour bien se rendre compte de la manière

dont notre pays est exploité, il suffira de donner ici quelques exemples, tirés de ces journaux.

En 1935, l'Azerbaïdjan a fourni 19 millions de tonnes de naphte (d'après le plan, 22 millions). De 1926 à 1930, il a été exporté d'Azerbaïdjan 40 millions 418.733 tonnes de naphte ; de 1931 à 1935 il en a été exporté 79.641.704 tonnes. En tout, depuis l'occupation du pays par les bolcheviks, c'est-à-dire en quinze ans, il a été exporté 138.000.000 de tonnes de naphte, plus 5 millions de tonnes de benzine, 2 millions de tonnes de ligroïne, 24 millions de tonnes de pétrole, 6.155.000 tonnes d'huiles à graisser de qualité supérieure... et tout cela, certainement a pris le chemin de la Russie.

Il est une organisation qui a charge de s'occuper de « nettoyer » le pays : c'est l' « Aznephtzavod ». A sa tête se trouve I. Zeinalov lequel déclarait dans la *Zaria Vostoka* du 30 décembre 1935 qu'au cours de cette année la réalisation du plan d'exploitation en Azerbaïdjan a donné pour 595.500.000 roubles de naphte. Cette somme pour une seule année est considérable ; elle se passe de commentaires.

Mais ce pillage ne se limite pas au naphte ; il est encore d'autres produits tels que le poisson, le caviar, les tapis, le vin, les fruits, le coton, la soie, etc.

En 1934, les plantations de coton ont couvert 193.000 hectares, lesquels ont donné 154.600 tonnes de coton. Cette même surface a donné 163.000 tonnes de coton en 1935. Il convient d'ajouter que sur ces 193.000 hectares 43.000 avaient été réservés aux plantations de coton égyptien qui réussit très bien en Azerbaïdjan.

En ce qui concerne la soie, ce même journal, *Zaria Vostoka*, écrit que 35 districts d'Azerbaïdjan s'adonnent à cette industrie, si bien que l'année der-

nière (1935) la production de la soie s'est exprimée par 2.303.000 kilogrammes, « et cette quantité, ajoute le journal, peut être mesurée seulement par kilomètres ».

Pour ce qui est du riz, ledit journal écrit que le long du littoral de la Caspienne et sur le versant des montagnes, dans les régions de Lenkoran, d'Astara, de Massala, Cheki, Kah, Bartachen, Koutkachen, etc., 24.000 hectares de terre sont couverts de rizières. La qualité de ce riz ne le cède en rien à celle du riz d'autres pays, parmi les sortes de riz azerbaïdjanien, le journal cite les suivantes : « belguitchè », « akulé », « enerbou », « sèdri ». En 1935, il a été récolté 20,7 tcentners de riz.

Parlant du tabac azerbaïdjanien, le journal signale qu'en 1935, il en a été planté 3.540 hectares ; chaque hectare fournit en moyenne 9,2 tcentners ; l'année 1935 a pu réaliser ainsi une récolte de 2.670 tonnes de tabac, à l'état pur. Tout ce tabac a été exporté en Russie.

## UKRAINE

### LA II<sup>e</sup> INTERNATIONALE ET L'UKRAINE

Le parti social-démocrate ukrainien qui est membre de la II<sup>e</sup> Internationale a présenté au Comité Exécutif un mémoire où il combat les thèses pro-soviétiques de M. Otto Bauer au sujet de la possibilité d'une guerre. Dans ce mémoire publié par le *Social-Démocrate*, organe du parti social-démocrate ukrainien (N° XVII, 1936), on peut lire :

« La II<sup>e</sup> Internationale ferait une grave erreur de baser ses espoirs sur une nouvelle guerre mondiale qui consacrerait le triomphe de la révolution sociale avec l'aide de l'U. R. S. S. Le

parti social-démocrate ukrainien n'admet pas les thèses glorifiant le « socialisme soviétique » qui n'est, en réalité, que la forme la plus abominable du capitalisme d'Etat, de la bureaucratie et de l'exploitation illimitée des travailleurs. Nous ne pourrions jamais suivre M. Bauer dans cette voie et renoncer ainsi au droit de notre peuple de disposer de son sort. Pour nous ce serait équivalent à un suicide politique. Les partisans de M. Otto Bauer considèrent Staline, ce tyran sanglant, comme le futur libérateur du prolétariat mondial. Le parti social-démocrate ukrainien ne se ralliera jamais à une thèse pareille ».

#### ESPRIT D'OPPOSITION EN UKRAINE

Les dirigeants soviétiques annoncent fréquemment la « liquidation » définitive des éléments ukrainiens appartenant à l'opposition nationaliste et anticommuniste, mais, quelque temps après, ils sont obligés de constater à nouveau que l'opposition existe toujours. Ceci nous est confirmé par des faits cités par la presse soviétique. Par exemple, les *Visty* du 5 mars signalent qu'un kolkhose près de Vinnytzia était entre les mains de « pétluriens » qui y sabotaient tout le travail. Le journal assure naturellement que des mesures sérieuses vont être prises pour punir les coupables.

D'autre part, les mêmes *Visty* du 20 janvier ont publié un discours de Kossior, membre du gouvernement de l'Ukraine soviétique, sur les résultats de la nouvelle campagne d'épuration du parti communiste de l'Ukraine; la proportion des exclus s'élève à 10%. « Vous voyez, ajoute Kossior, que la situation en Ukraine est très grave, car les contre-révolutionnaires y sont plus actifs que dans les autres parties

de l'Union. » L'esprit d'opposition est particulièrement fort chez les paysans qui restent toujours hostiles au régime de la collectivisation. Ceci est confirmé par le compte rendu du parti communiste de l'Ukraine, publié par les *Visty* du 29 février et qui constate que, dans la région d'Odessa, la population ne cesse de lutter contre le communisme, en excluant des communautés agricoles tant les membres militants que les adhérents au parti communiste; 12.885 communistes ont été exclus de cette façon.

D'autre part, les paysans ne veulent pas se conformer au nouveau statut des kolkhoses décrété il y a juste un an par Staline. L'expérience a prouvé que ce statut autour duquel on a fait tant de publicité à l'étranger n'est nullement meilleur que le précédent, car l'essentiel, c'est-à-dire la subordination absolue de l'individu à la collectivité, y subsiste au même degré. Cette contrainte est insupportable au paysan ukrainien très individualiste et ne connaissant point le système du « mir » russe.

#### L' U. R. S. S. ET LA GUERRE

*Le Trident* du 20 mars analyse dans son éditorial les conséquences des événements du 7 mars et constate que ni la France, ni l'Allemagne ne veulent vraiment la guerre. Il n'y a que l'U. R. S. S. qui ne désire pas un dénouement pacifique de la crise actuelle, car un conflit armé en Occident, auquel les Soviets pourraient ne pas participer, rendrait pour longtemps impossible toute agression allemande contre l'Union Soviétique. D'autre part, une guerre européenne ouvrirait un vaste champ d'action au Komintern qui en profiterait pour semer à travers l'Europe bouleversée des germes de révolution et d'anarchie.

Dans la même revue, un article daté du 15 mars pose la question pourquoi les Soviets déplorent-ils la dénonciation unilatérale du traité de Locarno, oubliant qu'ils exercent leur domination sur l'Ukraine et sur d'autres pays précisément grâce à la violation des traités librement consentis.

#### COMMEMORATION DE LA MORT DE CHEVTCHENKO PAR LES AUTORITES SOVIETIQUES

Les 9 et 10 mars, toute l'Ukraine a commémoré le 75<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Taras Chevtchenko.

En Ukraine soviétique, à l'Académie des Sciences, de nombreux discours ont été prononcés dans lesquels les orateurs officiels s'efforçaient de présenter le grand poète non pas comme le barde national luttant pour la liberté de son pays, mais comme le premier « léniniste » et agitateur communiste ukrainien. Il est à signaler que toutes les oeuvres du poète à tendance antirusse sont interdites et ce ne sont que des éditions expurgées par la censure soviétique qui circulent en Ukraine.

#### LA COMMEMORATION DE CHEVTCHENKO A VARSOVIE

Sous les auspices de l'Institut Scientifique Ukrainien, dans la grande salle des fêtes de l'Université de Varsovie a eu lieu, le 15 mars écoulé, une réunion solennelle à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Chevtchenko. M. Alexandre Lotocki, directeur de l'Institut, et M. Roman Smaltock, secrétaire général, ont prononcé des discours sur l'oeuvre patriotique et littéraire du poète national ukrainien. Un programme musical des plus choisis s'est déroulé ensuite devant une assistance nombreuse com-

posée de hautes personnalités ukrainiennes et polonaises.

Parmi les personnalités présentes : S. B. Mgr Denis, Métropolitain de l'Eglise Orthodoxe en Pologne, le président du Sénat et le vice-président de la Diète, le ministre de l'Instruction publique et des Cultes, le sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, les représentants des divers ministères, le préfet de Varsovie, le vice-recteur de l'Université, de nombreux sénateurs et députés ukrainiens et les membres les plus en vue de la colonie ukrainienne à Varsovie.

#### LA SEMAINE UKRAINIENNE A MOSCOU

La presse soviétique consacre beaucoup de place à une série de représentations qui ont été données à Moscou par l'Opéra Ukrainien de Kiev. A l'occasion de ces spectacles, Staline, entouré des dirigeants du parti et des membres du gouvernement, a reçu solennellement au palais du Kremlin les délégations ukrainiennes d'artistes, d'écrivains et de musiciens. Au cours de la réception, M. Lubtchenko, président des commissaires du peuple de l'Ukraine soviétique, a prononcé une allocution à laquelle le maréchal Vorochilov a répondu en faisant l'éloge de l'art ukrainien. Les artistes ukrainiens ont reçu des décorations et ont été comblés de cadeaux. D'importantes sommes ont été allouées pour les besoins du théâtre et le développement des arts ukrainiens.

Ces spectacles de l'Opéra Ukrainien ont également obtenu un vif succès auprès du public moscovite.

Il faut croire que ces manifestations officielles ont pour but d'apaiser l'esprit d'opposition des Ukrainiens. Leur caractère grandiose laisse supposer que vraiment le pays donne de sérieux

ses inquiétudes au gouvernement soviétique. La situation internationale y est aussi, peut-être, pour quelque chose.

Le lecteur étranger, apprenant ce déplacement des artistes ukrainiens à Moscou pourrait en conclure que ceux-ci se sont ralliés aux maîtres actuels de l'Ukraine. En réalité, une « invitation » de venir à Moscou ne peut être considérée autrement que comme un ordre, et si un artiste avait refusé de s'y rendre, un voyage en Sibérie ou aux Solovkis lui aurait été imposé.

## GÉORGIE

*On nous écrit de Tiflis :*

A cause de la réforme monétaire de ces derniers temps, la situation des travailleurs géorgiens a empiré. Ceux des stations hydrauliques se trouvant à Koutaïs et aux alentours ont envoyé à Tiflis une délégation composée de 5 personnes pour entamer des pourparlers avec le gouvernement au sujet de la situation économique devenue intolérable. Cette délégation, aussitôt arrivée, a été emprisonnée. Un de ses membres, Vano Bedonachvili, est décédé dans les caves de la Tchéka, à la suite des tortures qu'il avait subies. D'autre part, la Tchéka arrêta, en même temps, à Koutaïs, 25 ouvriers différents et les transportait à Tiflis; de là, tous ces prisonniers, au nombre

de 53, furent déportés en hâte en Sibérie.

Peu après ces répressions, le 25 février, ont eu lieu les fêtes du 15<sup>e</sup> anniversaire de l'occupation de la Géorgie par l'armée rouge.

A l'occasion de ces fêtes, une amnistie a été ordonnée concernant les voleurs, les criminels, en général, les prisonniers de droit commun ; quant aux détenus politiques, le décret d'amnistie contenait ce qui suit :

« Cette amnistie ne s'étend pas aux personnes qui sont condamnées pour la contre-révolution et la participation au parti anticommuniste, ni aux groupements qui ont pris part au renversement ou à l'affaiblissement du gouvernement des Soviets. »

Par ce décret, toutes les personnes qui avaient des idées un peu différentes des Bolcheviks ont été exclues du bénéfice de cette faveur.

Par la décision du Comité Central Exécutif de toute la Russie, la Géorgie, comme d'ailleurs toutes les Républiques autonomes fédératives ont perdu les derniers vestiges d'autonomie.

Toutes les administrations ou, comme on dit ici, les différents commissariats dépendent maintenant du Commissariat Central de Moscou, sauf le Commissariat de la Santé Publique. Par cette dernière mesure, la forme de centralisation de l'ancien gouvernement tsariste est définitivement rétablie.

A. A.

E5114E  
1936

Édition et Imprimerie  
Rapide de la Presse  
O. ZELUK  
5, rue Saulnier, Paris